

Intervention de Nathalie Dompnier, Présidente de l'Université Lumière Lyon 2 - 9 mai 2022.

Monsieur le Maire de Lyon,

Monsieur le Président de la Métropole,

Mesdames et Messieurs,

Avec l'ensemble des partenaires du projet, je suis très heureuse que Lyon fasse désormais partie du réseau des Villes européennes climatiquement neutres. C'est une reconnaissance de la qualité de la candidature de Lyon, mais ce sont surtout de nouveaux défis qui s'ouvrent devant nous. Faire partie du réseau nous honore mais surtout nous oblige.

Comment penser le rôle, la place de l'enseignement supérieur et de la recherche dans ce projet ? Et plus spécifiquement, comment envisager l'implication d'une université de sciences humaines et sociales ?

Ce que l'on peut souligner en premier lieu c'est que les étudiant.es portent une attention très poussée aux enjeux climatiques. C'est le cas plus globalement des jeunes, mais cette préoccupation s'élève avec le niveau de diplôme et se trouve particulièrement forte chez les étudiant.es.

A l'Université, nous percevons très nettement ces phénomènes. Les étudiant.es sont particulièrement impliqués.es dans les mobilisations pour le climat. Ils/elles expriment aussi ces préoccupations dans les activités pédagogiques comme dans les échanges informels, mais aussi lors de divers événements. Ainsi, le thème du concours d'éloquence de cette année était l'« empreinte ». Alors que l'empreinte peut être entendue de manière très variée et donner lieu à de nombreuses images et interprétations, c'est dans la plupart des prestations la question de l'empreinte de l'Homme sur son environnement qui s'est imposée, la question de l'empreinte carbone et de l'empreinte climatique qui a prédominé.

Comme nous l'avons vu à l'occasion de la réflexion sur la création d'un centre de santé mentale pour les étudiant.es, cette préoccupation se traduit aussi souvent par ce que l'on appelle l'éco-anxiété. Le terme éco-anxiété a fait son apparition dans les écrits scientifiques très récemment pour désigner des émotions douloureuses vécues par les individus conscients de la dégradation climatique, redoutant que les changements climatiques dégradent la planète de manière irréversible. Elle se traduit par un sentiment de détresse face au dérèglement des écosystèmes.

L'éco-anxiété englobe une variété d'émotions comme des inquiétudes, de la peur, du désespoir et de l'impuissance. Ces émotions sont généralement causées par le fait que les actions individuelles, bien que pertinentes et nécessaires, n'ont pas les effets espérés par la personne qui les mène. De plus, elles apparaissent généralement lorsqu'une personne devient plus informée sur les impacts des changements climatiques à l'échelle planétaire et qu'elle réalise qu'il reste peu de temps pour agir.

Une étude internationale coordonnée par l'Université de Bath (Royaume-Uni), en collaboration avec 5 autres Universités, a été menée il y a 2 ans. L'enquête porte sur 10 000 jeunes de 16 à 25 ans sur 10 pays de tous les continents (dont la France).

Les résultats sont les suivants :

1. 59 % des jeunes interrogé.es se disent « très inquiét.es » ou « extrêmement inquiét.es » face au changement climatique.
2. 77 % des jeunes qualifient l'avenir « d'effrayant »
3. Les deux tiers des jeunes interrogé.es ressentent des sentiments négatifs : Colère, tristesse, peur, désespoir, honte
4. 45 % d'entre eux estiment que l'éco-anxiété affecte leur vie quotidienne
5. Les niveaux d'anxiété sont particulièrement élevés dans les pays où les politiques climatiques sont considérées comme étant les plus faibles.
6. Les jeunes sont très affecté.es par le manque de réponse politique : plus de 60 % estiment que leurs gouvernements ne font pas assez pour éviter une catastrophe climatique : l'éco-anxiété n'est pas seulement due à la dégradation de l'environnement en soi, mais elle est aussi fortement liée à l'inaction gouvernementale face au changement climatique.

Précisément, le réseau européen des villes climatiquement neutre propose d'agir. Impliquer les étudiant.es dans ce projet, c'est s'appuyer sur celles et ceux qui ont sans doute la conscience la plus aiguë de l'urgence climatique, c'est leur permettre de transformer cette anxiété, et parfois cette colère en pouvoir d'action, c'est faire confiance dans leur intelligence et leur capacité à penser autrement les manières d'habiter la Terre, d'habiter la ville.

Impliquer l'enseignement supérieur et la recherche, c'est aussi s'appuyer sur des savoirs, sur des recherches, sur une capacité à innover qui viennent s'articuler et dialoguer avec l'expérience, les compétences et les savoirs de l'ensemble des acteurs/trices de terrain.

Je voudrais insister ici sur le rôle tout particulier qu'ont à jouer les sciences humaines et sociales dans la compréhension des enjeux climatiques et dans les réponses que nous pouvons y apporter. Depuis plusieurs années, la démonstration a été faite de la nécessité d'associer étroitement sciences, ingénierie et sciences humaines et sociales (SHS) pour travailler sur les enjeux de transition climatique, non pas seulement pour faire progresser la recherche mais aussi pour porter des innovations qui puissent véritablement être implémentées auprès des populations, sur les territoires, dans les sociétés dans leur diversité. Du point de vue académique, l'analyse du changement climatique comme des réponses qui peuvent être envisagées nécessite ainsi de mobiliser des domaines disciplinaires et des approches extrêmement variées. Et le défi principal est de les faire travailler ensemble, dans une perspective transdisciplinaire qui ne se résume pas à une juxtaposition des savoirs.

Du côté des SHS, la recherche sur le climat apparaît comme un enjeu d'actualité. « Et si la climatologie devenait une science sociale comme les autres ? » se demandaient Francis Chateauraynaud et Cathy Dubois en 2019, suite à un colloque du GIS Climat qui s'était tenu 3 ans auparavant. Et il y a quelques mois, début 2022, paraissait un ouvrage sur « Le climat au prisme des sciences humaines et sociales ». Mais que viennent faire les SHS dans un monde où les ingénieur.es et spécialistes de sciences de la matière travaillent à la décarbonation ? Quel est l'apport des SHS dans la résolution d'une équation qui semble d'abord tenir à des enjeux technologiques ?

Il est évident que les connaissances et les technologies ne suffisent pas à faire évoluer les pratiques. L'exemple des véhicules diesel en France en est une illustration. Alors que la nocivité des émissions

de particules était déjà connue de longue date et que le recours à d'autres carburants était possible, la part des véhicules diesel dans le parc automobile français est passée de 8% à 68 % entre 1980 et 2015.

Et on le voit aussi à travers cet exemple, l'enjeu ne réside pas dans la fameuse « acceptabilité » des nouveaux moyens techniques ou des nouvelles technologies. C'est trop souvent à cela qu'est résumé le rôle des SHS. L'acceptabilité est une vraie question mais une question sans doute assez sommaire et souvent secondaire.

Les sciences humaines et sociales permettent d'abord d'éclairer les conditions de l'empreinte climatique des sociétés humaines. Les climatologues renvoient souvent au « système humain » ou au « facteur humain » pour rendre compte de l'impact de l'activité humaine sur le climat. Ces approches restent trop générales, trop généralistes pour appréhender la diversité des configurations. Elles ne permettent pas de saisir les dynamiques sociales, les expériences des acteurs/trices, la diversité des pratiques et des représentations.

Les sciences humaines et sociales s'intéressent aux relations que les acteurs/trices entretiennent avec leurs milieux de vie, aux interactions complexes et aux frictions entre éléments géophysiques et sociétés, ou au façonnage des paysages par les sociétés humaines, avec tous les enjeux qui les accompagnent. Elles permettent de saisir les différentes manières d'habiter la Terre, les dynamiques qui conduisent parfois à dégrader les milieux jusqu'à les rendre inhabitables mais aussi les manières de penser le monde d'aujourd'hui et celui de demain.

Les SHS permettent également de comprendre les conditions de déploiement de nouvelles pratiques susceptibles de transformer l'empreinte climatique des activités humaines. Au-delà de la question de l'adoption de nouvelles technologies et de nouveaux outils techniques se posent les questions des modes de vie, des pratiques, des représentations, des valeurs, des croyances, du rapport à la science. Au-delà des nombreuses injonctions formulées pour faire évoluer les comportements individuels se pose la question de ce qui fonde ces comportements. Et il s'agit ici de s'extirper de la conviction que le changement de comportement est une affaire strictement individuelle. Le comportement est avant tout affaire d'usages, de pratiques et de normes sociales. Les comportements individuels sont d'abord collectifs et socialement institués.

Envisager des actions dans le cadre d'un projet de ville climatiquement neutre implique donc de prendre en compte :

- La diversité des groupes sociaux et de leurs caractéristiques. Par exemple, tous ne réagissent pas de la même manière à un renchérissement du prix de l'énergie (réduction de la consommation ou adoption de nouveaux modes de chauffage et de déplacement).
- Les dynamiques sociales et les transformations des sociétés. Par exemple, dans une société où les rythmes de vie s'accroissent, où l'individuation va en s'accroissant, certaines adaptations des pratiques ne sont pas envisageables car elles contrarient les tendances lourdes dans l'évolution des modes de vie.
- Les normes sociales qui structurent les manières de faire et de penser. Il n'est pas possible de les contrecarrer ou seulement à moyen ou long terme.
- Les régimes socio-techniques qui sont le fruit de l'histoire des sociétés et qui contraignent leurs évolutions à venir. L'héritage des choix techniques du passé est extrêmement lourd.

Mobiliser les SHS, c'est se donner les moyens de saisir les rapports au monde dans leur diversité, et de là, l'univers des possibles des reconfigurations des manières de penser, de vivre et d'habiter la Terre et la ville, et une ville en particulier. C'est aussi se donner les moyens d'appréhender ces phénomènes à différents niveaux et selon différentes échelles temporelles et spatiales. C'est encore décrypter des visions du futur, plus ou moins partagées, plus ou moins conflictuelles. C'est donc se donner les moyens de réfléchir aux capacités d'actions collectives et aux modalités, aux freins, aux enjeux de l'action publique.

Les enquêtes valeurs (enquêtes EVS) le montrent bien, les préoccupations environnementales et notamment climatiques ne sont pas distribuées aléatoirement dans la société française. Mais plus encore, la capacité à agir pour l'environnement n'est pas non plus appréhendée de la même manière selon les catégories sociales. Ainsi, les personnes interrogées sont amenées à se positionner sur des affirmations telles que :

- C'est juste trop difficile pour les gens comme moi d'agir pour l'environnement.
- Ça ne sert à rien de faire ce que je peux si les autres ne font pas la même chose.
- Je donnerais une partie de mes revenus si j'étais sûr.e que l'argent soit utilisé pour éviter la pollution de l'environnement.

Les réponses présentent des écarts de plus de 20 points selon le niveau de revenu, des écarts d'une trentaine de points selon l'âge (ou la génération plus certainement) et des écarts de plus de 40 points selon le niveau de diplôme. De même, les écarts sont extrêmement marqués si l'on place les répondant.es face à une alternative entre croissance économique et protection de l'environnement. Ici encore, ce n'est pas tant le niveau de revenu que le niveau de diplôme qui est l'élément le plus déterminant. Ce dernier joue aussi plus fortement que le positionnement sur l'échelle gauche-droite.

On le voit bien, engager un projet de ville climatiquement neutre qui soit un projet collectif, qui mobilise et embarque l'ensemble des habitant.es, appelle une compréhension et une analyse de la diversité de ces représentations, de ces pratiques, de ces manières d'appréhender les enjeux environnementaux et climatiques. Les sciences humaines et sociales peuvent grandement y contribuer, de même qu'elles offrent de nombreuses ressources pour penser les modalités d'élaboration d'un projet partagé, la coopération et la co-construction des actions. Elles peuvent contribuer à faire des villes de véritables laboratoires de nouveaux modes de vie et de nouvelles manières d'habiter. Elles peuvent contribuer à élaborer des expérimentations démocratiques impliquant les habitant.es en posture de « coproducteurs d'une ville en transition ».

Ce petit tour d'horizon ne permet sans doute pas de balayer l'ensemble des apports des SHS aux enjeux climatiques. Il permet néanmoins de mettre en évidence, je l'espère, la nécessité d'articuler étroitement les perspectives de sciences humaines et sociales avec celles des sciences et des sciences de l'ingénieur pour analyser, comprendre et construire des démarches adaptées et crédibles. Il ne s'agit pas d'une juxtaposition de connaissances, mais bien plus sûrement d'une co-production, appelant une approche transdisciplinaire et intégrée. C'est l'approche retenue dans le cadre des travaux sur les mondes urbains, qui sont l'une des forces du site, ou encore dans la fédération de recherche Bioenvis (Biodiversité, eau, environnement, ville, santé). C'est dans ce sens aussi que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, leurs chercheur.es et leurs étudiant.es, pourront pleinement soutenir le projet Lyon 2030. Et nous avons hâte de vous accompagner dans cette formidable aventure.

Nathalie Dompnier

Quelques références utilisées pour cette intervention :

Alice Desbiolles, *Vivre sereinement dans un monde abîmé*, Fayard, 2020

Caroline Hickman, Elizabeth Marks, Panu Pihkala, Susan Clayton, R Eric Lewandowski, Elouise E Mayall, Britt Wray, Catriona Mellor, Lise van Susteren, « Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey », *SSRN Electronic Journal*, janvier 2021

Solange Martin, Albane Gaspard, « Les comportements, levier de la transition écologique ? », dans *Futuribles*, n° 419, 2017

Florent Gougou, Simon Persico, « Comment agir pour sauver l'environnement ? », dans Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, Sandrine Astor (dir.), *La France des valeurs*, PUG, 2019